

DIRECTIVE DU JUGE EN CHEF DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Objet : Autorisation spéciale - Cour d'appel du Québec - Édifice Ernest-Cormier

Ref. 4.1.2 de la *Procédure de sécurité*

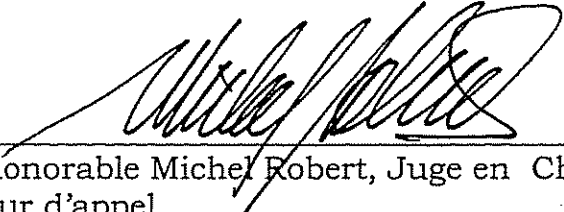
Conformément à l'article 4.1.2 de la *Procédure de sécurité* en vigueur pour la Cour d'appel du Québec à l'Édifice Ernest-Cormier, la présente directive est applicable à compter du 4 février 2008 :

1- Seront exemptés des procédures de fouille en vigueur à l'entrée du 100 Notre-Dame est de l'Édifice Ernest-Cormier :

- L'avocat qui s'identifie avec sa carte de membre en règle du Barreau du Québec **et** une carte d'identité avec photo (ex. : Permis de conduire, carte relative aux soins de santé, etc.);
- Le stagiaire en droit qui s'identifie avec sa carte de stagiaire en règle de l'École du Barreau du Québec **et** une carte d'identité avec photo (ex. : Permis de conduire, carte relative aux soins de santé, etc.);
- Le huissier de justice qui s'identifie avec sa carte de membre en règle avec photo de l'Ordre des huissiers du Québec;
- L'employé du ministère de la Justice ou du Directeur des poursuites criminelles et pénales détenteur d'une carte personnelle d'accès pour l'Édifice Ernest-Cormier.

2 - Cependant, ces personnes devront laisser en consigne, au poste de sécurité de l'entrée principale de la rue Notre-Dame ou au vestiaire des avocats dans un casier verrouillé, tout objet dangereux susceptible de servir d'arme, notamment les objets pointus ou coupants. Toute dérogation à cette directive pourra entraîner l'expulsion des personnes fautives par les constables spéciaux.

3 - Ces exemptions pourront être suspendues, dans l'éventualité de circonstances particulières (ex. : manifestation, menaces, appel à la bombe, etc.) comme le prévoit l'article 5.3 de la PROCÉDURE DE SÉCURITÉ.



L'honorable Michel Robert, Juge en Chef
Cour d'appel